

POLITIQUE QUÉBÉCOISE

Québec : critique de l'appel du SPQ libre à se ranger derrière le PQ comme la seule solution à la crise actuelle

vendredi 8 juin 2012, par [RIOUX Bernard](#) (Date de rédaction antérieure : 5 juin 2012).

Dans un appel intitulé « Évitions le piège à ours » Marc Laviolette et Pierre Dubuc du SPQ Libre lancent un appel pour « bâtir une large coalition autour du Parti québécois sous le thème : « Charest divise, le PQ unit ! » Le dénouement de la crise ne pourrait nullement se nouer sur les terrains des mobilisations et sur l'extension de la lutte. En fait, écrivent les dirigeants du SPQ Libre, le déclenchement d'une telle « grève sociale » serait une erreur magistrale.

« *La lutte est politique et se jouera sur le terrain électoral.* » Une telle orientation est essentiellement construite sur appréciation de la situation qui relève d'une personnalisation d'un projet social qui domine aujourd'hui dans la plupart des pays occidentaux. Ce projet social centré sur l'austérité, la privatisation, le libre-échange, la priorité accordée à la dette, c'est le projet de l'oligarchie régnante. C'est contre un tel projet que le mouvement étudiant s'est soulevé. C'est contre un tel projet que la Coalition contre la privatisation et la tarification des services a appelé au combat.

Sans identifier clairement les porteurs de l'offensive contre le peuple du Québec, il est impossible d'identifier les véritables enjeux...

Le programme de la classe dominante et de ses organisations politiques au Québec est très clair et s'inscrit dans la poursuite et la généralisation du modèle néolibéral. Ce programme vise à favoriser l'exploitation des énergies fossiles (pétrole et gaz de schiste), favoriser la privatisation du secteur public en éducation et en santé, développer un modèle d'économie centrée sur les exportations des ressources naturelles, favoriser la concentration de la richesse au sommet en défendant une fiscalité de plus en plus régressive, soutenir la tarification des services publics dans une logique de consommateur payeur, soutenir les politiques de libre-échange tant sur le terrain des Amériques qu'avec l'Europe occidentale, défendre des institutions qui favorisent une démocratie restreinte qui ne laisse aucune place à la démocratie citoyenne.

Le Parti libéral du Québec a complètement fait sien ce projet. Dire cela, permet d'éviter d'accepter une conception individualiste de l'histoire où Charest serait le grand méchant loup de la fable, responsable de l'ensemble des coups portés à la classe ouvrière, à la jeunesse, aux femmes, et à l'ensemble de la population du Québec. En fait, cette conception complotiste de l'histoire ne nous permet que de mauvaises surprises. Charest joue le rôle qu'on lui demande de jouer. Comme Lucien Bouchard a joué un tel rôle lorsqu'il était au pouvoir avec sa politique de privatisation, de déficit zéro, de restrictions des libertés syndicales, avec ses politiques antiécologiques tant pour la forêt que dans l'agriculture.

Pauline Marois défend un programme qui ne constitue en rien une rupture avec la politique néolibérale

Se mobiliser pour installer au pouvoir le Parti québécois comme nous propose le SPQ Libre n'est pas une solution. Entre 1994 et 2003, ce parti social libéral dans l'opposition, a adopté et mis en place des politiques néolibérales. Le PQ sera amené, comme l'ont démontré ses pratiques concrètes quand il était au pouvoir, à suivre les mêmes voies que le gouvernement libéral qui l'aura précédé, même s'il sait mieux masquer une arrogance qui sape toute légitimité...

Le PQ s'est-il prononcé pour le gel des frais de scolarité ? Non, sa politique en éducation c'est de moduler le développement des frais de scolarité. S'est-il prononcé contre l'asservissement de l'université aux besoins des entreprises privées et a-t-il dénoncé les conceptions néolibérales en éducation ? Aucunement. La gratuité scolaire n'est pas au programme du PQ, sa conception de l'université est celle de la logique de l'économie du savoir, transformant les savoirs en instruments de promotion et de réussite du capital québécois. Sa rupture avec les énergies fossiles est pour le moins timide. Le PQ a-t-il dénoncé l'investissement de la Caisse de dépôt dans les sables bitumineux ? Le PQ a-t-il écarté clairement l'exploitation du pétrole dans le golfe St-Laurent à des fins d'exportation vers les États-Unis ? Non : pourvu que ça paye a affirmé Pauline Marois ! Voilà sa politique. Le PQ a-t-il manifesté une quelconque volonté de contrôler le capital financier pour le mettre au service d'une économie centrée sur les besoins sociaux ? Non, une telle orientation apparaît encore à ce parti comme une hérésie de personnes dépourvues de tout pragmatisme. Avance-t-il une réforme de la fiscalité qui permettrait de lutter contre la concentration de la richesse aux mains des plus riches ? Non, il prétend que l'enrichissement de certains est la voie de l'enrichissement de tous. Sans parler des limites de son pacifisme, alors qu'il refuse toute critique des alliances militaires impérialistes comme l'OTAN et NORAD...

C'est parce qu'il partage de larges pans du même programme néolibéral, dans une sorte de néolibéralisme masqué, que le PQ est d'une timidité sans borne dans la réforme des institutions démocratiques et dans l'élargissement de la démocratie citoyenne : acceptation de la concentration d'un pouvoir considérable dans les mains du seul premier ministre contre toute logique républicaine, rejet de l'instauration d'un mode de scrutin proportionnel ou mixte de son dernier programme, balisage étroit du référendum d'initiative populaire afin de le rendre quasi inapplicable ; proposition plus que timide d'une élection à deux tours afin de geler la situation actuelle dans la place des partis politiques... Sans parler de sa gouvernance souverainiste, qui ne donne aucune place au peuple dans la lutte pour la souveraineté et qui remet aux calendes grecques la lutte pour l'indépendance.

Contre un appel au renoncement, réaffirmer que la lutte contre le projet néolibéral se fera d'abord dans la rue

Face aux attaques néolibérales, le SPQ Libre ne voit dans l'élargissement des luttes à d'autres secteurs de la société qu'une magistrale erreur. Il ne faudrait pas créer une situation de crise. Il ne faudrait surtout pas que la mobilisation soit élargie et qu'elle se radicalise. Toute radicalisation et approfondissement de la lutte ne pourrait que favoriser la réélection de Charest. C'est brader le développement de la lutte pour d'aléatoires succès électoraux d'un parti qui a fait ses preuves, durant des années, qu'ils pouvaient ignorer les intérêts de la majorité.

Les mobilisations de 68 et 69 au Québec qui ont mis la jeunesse de cette époque en mouvement pour l'élargissement de l'accessibilité à l'éducation et pour une deuxième université francophone au Québec ne sont pas présentées dans l'appel du SPQ Libre comme des moments qui ont participé à transformer la réalité du Québec, elles sont réduites à des moments qui ont favorisé l'élection de Bourassa.

Pour Marc Laviolette et Pierre Dubuc, le grave danger pour le mouvement social et la société québécoise ne réside pas dans les faiblesses du mouvement social incapable de s'opposer à l'offensive de la bourgeoisie... et à ses mesures antisociales. Le danger n'est pas l'incapacité de

construire une résistance populaire capable de faire face et de casser l'offensive actuelle du 1% contre la majorité contre la population, le 99%, le véritable danger, serait le développement d'une situation de crise qui pourrait permettre à Charest d'associer le PQ à la crise et de le discréditer.

Pourtant, ce n'est qu'en offrant un autre projet de société au projet de l'oligarchie, du 1%, qu'on pourra ouvrir la voie à une transformation véritable de la société dans le sens de la justice et de la démocratie citoyenne.

Marc Laviolette et Pierre Dubuc concèdent que « *nous devons demeurer mobilisés et continuer à manifester contre le gouvernement Charest.* » Mais, pas question d'élargir la lutte. La solution n'est pas dans la mobilisation des mouvements sociaux. La seule solution serait que les mouvements sociaux se mettent à la remorque du Parti québécois.

Dans l'action, et quelle action, le mouvement étudiant, a démontré la logique de classe de l'augmentation des frais de scolarité. Il a démontré les limites de la démocratie au Québec. Il a démontré qu'une véritable démocratie citoyenne ne pouvait se limiter à l'exercice d'un droit de vote tous les quatre ou cinq ans. Plus que le PQ, le mouvement étudiant a tiré au clair le bilan du gouvernement Charest. Par son caractère massif, courageux et obstiné, le mouvement étudiant a suscité la plus grande mobilisation populaire pour la démocratie et la liberté que le Québec n'ait jamais connue.

Il faut être incapable de reconnaître tout ce que porte le mouvement étudiant et citoyen que connaît le Québec pour prétendre que le danger principal auquel nous faisons face est que « *le conflit étudiant occulte le bilan du gouvernement Charest* ». C'est le mouvement étudiant qui a construit l'unité et le caractère massif de la lutte !

Le PQ a au mieux chevauché cette lutte tout en gardant une distance peureuse face aux objectifs que le mouvement se donnait. Tout ce qu'il a promis c'est une nouvelle modulation des frais de scolarité et une possible indexation de ces derniers. Quand l'odieuse loi 78 a été adoptée, il a d'abord insisté sur la nécessité de respecter cette loi qui s'attaquait au droit de manifester, au droit d'association et au droit de grève des associations étudiantes.

Élargir la lutte sur le terrain social, agir en toute autonomie de classe sur le terrain électoral

Par de nombreuses actions citoyennes, les jeunes et les travailleurs et les travailleuses se sont dits outrés de cette loi antidémocratique. Les travailleurs et les travailleuses du Québec savent bien que la médecine que Charest veut administrer aux organisations étudiantes, ils en ont déjà été victimes dans le passé. Les lois antisyndicales ont succédé aux lois spéciales pour affaiblir le mouvement syndical et la résistance des travailleuses et des travailleurs aux projets de la bourgeoisie. Le Parti québécois n'a pas, quand il était au pouvoir amélioré les conditions de syndicalisation. Malgré son programme favorisant la syndicalisation multipatronale, près de dix ans au pouvoir n'ont pas suffi pour assurer de meilleures possibilités de syndicalisation. Pourquoi ? Parce le gouvernement péquiste s'est toujours avéré incapable de résister aux pressions patronales.

Il faut refuser de tomber dans une politique de carton de pâte. Il faut examiner les programmes politiques qui ont été concrètement mis en place par le Parti québécois quand il était au pouvoir. De 1994 à 2003, le Parti québécois a mené une politique néolibérale : il a favorisé le libre-échange, il a défendu le déficit zéro, il a défendu la privatisation des services publics et le réseau privé d'éducation. Il a adopté des lois spéciales contre les syndiqués. Les infirmières s'en rappellent. Il a refusé de revoir la fiscalité dans un sens progressiste. Plus, il a favorisé la défiscalisation des revenus des plus riches et des entreprises. Il a favorisé la concentration des richesses dans les

sommets de la société. Il a refusé d'apporter son soutien à une démocratisation réelle du processus électoral. Dans son dernier programme, il a bel et bien rayé toute référence à l'instauration d'un mode de scrutin mixte intégrant des dimensions proportionnelles...

Et on ose maintenant nous faire croire que le PQ devrait être partie prenante d'une coalition progressiste ? Toute alliance avec un tel parti, pire toute participation à un gouvernement qui n'a jamais critiqué sérieusement le néolibéralisme, ne pourrait que détruire dans l'opinion la nécessité de construire un parti à la gauche du Parti québécois, un parti de l'égalité, de la justice sociale et de la démocratie citoyenne, un parti indépendantiste portant un projet de société opposé à celui de l'oligarchie dominante.

Le danger principal, ce n'est pas une supposée division des différentes forces politiques qui ne tirent même pas dans la même direction. Le véritable danger, c'est l'affaiblissement de l'autonomie des mouvements sociaux face à un parti qui ne défend pas les intérêts de la majorité, mais les intérêts de l'oligarchie régnante. Le véritable défi, ce n'est pas de chasser Charest, pour installer en lieu et place un gouvernement qui en différera par le style, mais qui ne veut en rien arracher le contrôle de l'économie à l'oligarchie financière, qui ne veut en rien rompre rapidement et radicalement avec une oligarchie qui est tout à fait incapable de dépasser l'horizon limité du capitalisme.

Un scénario fiction avec ministères à la clé...

Marc Laviolette et Pierre Dubuc proposent des tractations auxquelles devraient se livrer le PQ et Québec solidaire. Françoise David se voit, par leurs bons soins, catapultée en candidate de Rosemont... Nicolas Girard restant le candidat de la « coalition progressiste » dans Gouin. Mieux, leur scénario de politique-fiction accorde des fonctions de ministre à Amir Khadir et à Françoise David dans un éventuel gouvernement de coalition. Pour que cela soit possible, nous avertissent nos auteurs, il faudrait bien sûr que les membres de Québec solidaire « renoncent à faire campagne pour leur propre parti dans les circonscriptions identifiées comme « prenables » par le Parti québécois et acceptent plutôt de travailler à l'élection de candidatures péquistes ». De plus, le Parti québécois et Québec solidaire devraient intervenir auprès d'Option nationale pour que ce parti intègre, lui aussi, la coalition.

Les mouvements sociaux sont aussi appelés à se ranger derrière le PQ. On ne dit pas s'ils devront renoncer à leur programme.

Québec solidaire porte les revendications du mouvement social sur le terrain électoral

Québec solidaire doit être solidaire du mouvement social et de ses combats. Il doit permettre d'exprimer sur le terrain électoral le vote de ceux et celles qui font un autre choix de société. Il doit s'identifier clairement le camp des forces politiques qui s'opposent concrètement à la domination de l'oligarchie, celle qui détruit la planète et qui veut, ici, s'accaparer un pouvoir provincial pour satisfaire aux besoins d'une élite réduite. C'est le sens véritable que peut avoir un vote pour Québec solidaire. Le rôle de cinquième roue du carrosse auquel les dirigeants du SPQ Libre appellent Québec solidaire ne pourrait que dénaturer le sens du combat qu'il mène depuis des années maintenant.

Bernard Rioux

P.-S.

* <http://www.pressegauche.org/spip.php?article10615>